

Lutte de classe

« Sauver la France » : le 4 août 1914 ? Non, en 2008 !

L - Grand dieu, mais quelle menace pèserait-il donc sur notre chère patrie ?

M - Mais la crise, voyons !

L - Et moi qui pensais qu'elle pouvait être salutaire pour la classe ouvrière.

M - Vous ne vous trompez pas, mais eux pensent autrement.

L - A ma place ?

M - Pardi, en votre nom.

L - Et que disent-ils ?

M - Lisez la suite vous verrez.

Schivardi s'est encore illustré dans une interview donnée au journal *Le Midi libre*. Les dirigeants du POI l'ont trouvé tellement géniale qu'ils ont décidé de la reproduire à la page 9 du n°26 d'*Informations ouvrières*.

Schivardi parle d'ailleurs au nom de son parti, au nom de ses dirigeants et ses militants : « *Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement* » que de participer aux élections européennes. Cocorico ! Il y avait jusqu'à présent ceux qui défendaient l'hymne national, La Marseillaise, ceux qui défendaient le drapeau des Versaillais, le drapeau tricolore, voilà venu le temps de ceux qui veulent « *sauver la France* » ! Les trois ne seraient-ils pas liés par hasard ?

Sauver la France, c'est vouloir sauver le capitalisme de la crise qui menace ses fondements.

Question : C'est quoi « *la France* » ? Les patrons et les ouvriers, les rentiers et les ouvriers licenciés, les milliardaires et les travailleurs qui crèvent de froid dans la rue ? Tout et son contraire. Il faut appeler les choses par leur nom : C'est l'intérêt général, c'est l'union nationale ! Remarquez bien que le POI ne se prive pas de dénoncer les appels de Sarkozy et Fillon à « *l'unité nationale* », le double langage habituel.

Question : C'est quoi au juste « *la France* », en termes politiques et non géographiques ? L'Etat et ses institutions, les multinationales, les très petites, les petites et les grandes entreprises privées, la propriété privée des moyens de production, le capitalisme d'Etat, les classes sociales aux intérêts antagonistes, tous les Français sans exception. Il faut appeler les choses par leur nom, « *sauver la France* », de quoi, contre qui, contre les autres pays capitalistes, surtout l'horrible impérialisme américain ? C'est le langage employé par la SFIO le 4 août 1914... pour s'aligner derrière sa propre bourgeoisie ! C'est la nouvelle formule internationaliste du POI : « *sauver la France* » !

Et sur qui comptent-ils pour « *sauver la France* » ? Réponse : « *On a même écrit au PS* » et plus loin : « *Nous portons les idées que le PS devrait porter* ».

L - Là vous vous foutez de moi, ils n'en sont pas encore là quand même ?

M - Eh si hélas !

Le PS, un parti bourgeois bâti sur une imposture couverte par Lambert, Krivine et Laguiller, qui s'est fait passer pour un parti ouvrier pendant près de 40 ans avec le résultat que l'on sait, un parti qui au cours de ces longues années n'a jamais porté un seul instant les idées conformes aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

L - Mais qui vous a parlé de défendre ses intérêts fondamentaux ?

M - Je vois que vous suivez : personne évidemment, excusez-moi, je croyais que vous étiez déjà assoupi.

Et quelle est la priorité pour le POI, qui je le rappelle en passant se définit lui-même comme un parti politique, qui plus est un parti ouvrier, donc qui en principe a dû adopter l'objectif final du combat du prolétariat et entend combattre quotidiennement dans cette perspective sur le plan politique, c'est-à-dire concrètement, qui fait le lien entre les attaques du gouvernement et des patrons contre les travailleurs avec la crise du capitalisme, donc avec la nécessité d'exproprier les 1824 grands capitalistes, et pour y parvenir, commencer par chasser le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, liquider les institutions de la Ve République ?

« *La priorité c'est l'interdiction des licenciements* » dit Schivardi. Dans le cadre du régime actuel, dans le cadre de la Ve République, dans le cadre du capitalisme ? Ni Schivardi ni Gluckstein ne le précise. (lire son dernier éditorial). Ne pas préciser que cela sera impossible sans qu'au préalable ces conditions politiques soient réunies, ne revient-il pas à faire croire aux travailleurs que ce serait possible ? N'est-ce pas finalement leur interdire d'avance toute issue politique ? N'est-ce pas colporter des illusions dans le régime ?

L - Mais ils le disent bien quand même ?

M - Oui, ils le disent, disons, une fois sur dix ou sur cent pour qu'on ne leur reproche pas de ne pas le dire.

L - Dites donc, ils sont futés comme des renards.

M - Des démocrates ou des sophistes, si vous préférez.

L - C'est ce que je voulais dire.

L'intention est généreuse, tous les travailleurs et tous les militants la partagent assurément. Mais le rôle d'un parti qui entend prendre la direction du mouvement ouvrier ne serait-il pas plutôt de mener ce combat politique en faisant ressortir la nature du régime, de ses institutions, etc. ?

La priorité c'est de favoriser la mobilisation et l'organisation de la classe ouvrière et sa jeunesse à partir de leurs revendications économiques ou sociales immédiates sur la base d'une perspective politique incluant la nécessité d'en finir avec le régime politique en place car c'est la clé qui permettra de les satisfaire.

C'est seulement dans cette perspective et à travers cette expérience que nous pourrons aider la conscience politique des masses à progresser vers son objectif et à construire le parti dont elles auront impérativement besoin pour prendre le pouvoir. C'est le b.a. ba des enseignements de la lutte de classe du prolétariat depuis plus d'un siècle et demi, notamment celui du combat du prolétariat russe du début du XXe siècle.

Admettons que le discours tenu dans un entretien relève davantage de l'agitation que de la propagande et qu'on se concentre sur une question sans la développer sur le plan politique, bien que je ne vois pas très bien Schivardi dans le rôle d'agitateur. Cependant, quand on met une question sur le tapis, il faut dire pourquoi on le fait, ce qu'elle implique, par exemple sous forme de questions : pourquoi les patrons licencient-ils, de quel droit peuvent-ils ainsi nous jeter à la rue, comment cela est-il possible qu'ils nous considèrent comme des Klinex, qui produit les richesses dans ce pays, de quel droit une infime minorité d'exploiteurs imposent leur volonté et leurs plans destructeurs à la majorité de la population ?, on n'a que l'embarras du choix en quelques mots dans une interview.

Autant de questions qui sont directement reliées au combat contre les licenciements et qui suffisent à le cadrer dans une perspective politique correcte, dont les réponses viendront à l'esprit des ouvriers les plus avancés : rien effectivement ne peut justifier les licenciements, rien ne peut justifier que les patrons s'engraissent sur notre dos pendant des années et du jour au lendemain nous balancent à la rue, il faut en finir avec ce privilège exorbitant des patrons, il faut les foutre dehors comme ils font avec nous, ce sont eux qui nous ont menés à la faillite, on doit prendre les choses en main, on ne fera pas pire qu'eux, ils bénéficient de la protection du gouvernement, il faut donc le chasser, les institutions sont à leur service, il faut donc les abolir ou en changer, etc.

Toutes ces réponses découlent pour ainsi dire naturellement d'une simple et unique question formulée et articulée intelligemment. Et si par hasard votre parti y apporte des réponses saisissables par le plus grand

nombre, bingo, de nombreux travailleurs se diront : voilà j'ai enfin trouvé le parti qui est en phase avec les questions que je me pose depuis longtemps et les réponses que j'estime valables d'y apporter sur le plan politique. Rien à voir avec les lamentations de Schivardi qui en appelle plus loin à la Constitution !

Le combat pour l'interdiction des licenciements ne peut être qu'un combat politique pour en finir avec le capitalisme, parce qu'il faut considérer le capitalisme dans son ensemble et non entreprise par entreprise.

Il sera toujours facile à un patron de tenir ce langage : la situation est fort simple mesdames et messieurs, voici les comptes de l'entreprise, voici le carnet de commandes, voici les tarifs que nous proposons à nos clients potentiels, voici ceux de la concurrence, comment voulez-vous qu'on s'en sorte, c'est impossible, vous constaterez par vous-mêmes que nous ne faisons pas le poids et que nous ne pourrions pas continuer avec les mêmes effectifs, et rien ne dit que nous ne serons pas conduits à mettre la clé sous la porte, je suis aussi désolé que vous, etc.

Remettre en cause le droit des patrons de licencier, c'est remettre directement en cause la propriété privée des moyens de production, or il est impensable de la remettre en cause sans s'emparer au préalable du pouvoir politique. Et s'il s'agit de redonner une nouvelle jeunesse au capitalisme d'Etat qui a conduit à diviser le prolétariat et assurer une certaine stabilité au capitalisme pendant plus d'un demi-siècle, nous le rejetons catégoriquement pour les raisons invoquées ici.

Il faut dire la vérité aux travailleurs et jeunes.

Une loi ou un décret interdisant les licenciements ne verra jamais le jour tant que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir politique, tant que nous n'aurons pas chasser le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et abattu les institutions de la Ve République, tant que nous n'aurons pas formé un gouvernement ouvrier révolutionnaire...

Question : Ne pas le dire aux travailleurs, ne suffit-il pas à prouver que l'on ne combat pas réellement pour cet objectif ou que l'on ne veut pas se donner les moyens politiques d'avancer dans cette direction ?

Calomnie, calomnie, calmez-vous, en acceptant de simples syndicalistes dans votre parti vous vous êtes trahis vous-mêmes, vous avez signifié clairement que vos objectifs politiques ne dépassaient pas le niveau des revendications démocratiques bourgeoises qui se situent dans le cadre du système capitaliste et votre intention n'était finalement pas de le remettre en cause. Signalons au passage que c'est également la politique de Morales et Chavez qui s'accommodent assez bien du capitalisme, au nom du « *socialisme du XXIe siècle* » !

M - Il a aussi dit : « on va mourir ».

L – Grand dieu, est-ce si grave que cela docteur ?

M - Pensez-vous, à les entendre on serait déjà mort cent fois !

L - Mais cette fois-ci pourrait être la bonne.

M - Vous plaisantez, ils veulent tous « *sauver la France* » !

L - C'est vrai, ils le disent eux-mêmes, vous avez raison. Rassurez-moi, par chance tout va continuer comme avant, alors ne nous inquiétons pas outre mesure.

M - Vous parlez d'une chance !

L - Ils ne sont pas de cet avis apparemment, ils voulaient juste nous éviter les conséquences de cette crise, sans doute par humanisme. Qu'ils aillent au diable, ils ne savent même pas ce qui est bon ou pas pour moi.

M - Mais vous savez que tout espoir n'est pas perdu.

L - Ah bon !

M - Ils parlent maintenant d'une grève générale, tout du moins du « *principe* ».

L - Cela ne mange pas de pain avec comme perspective de... « sauver la France », ils doivent se croire en 1870.

M - Quelque chose comme cela, la révolution en moins car Schivardi est contre, et il est loin d'être le seul dans ce cas-là dans son parti. Vous vous trompez de révolution, ils pensent plutôt à 1789.

L - Mais ce n'est pas la nôtre, si c'est dans ce cadre-là rien ne changera alors.

M - Effectivement, on est en droit de le penser.

L - Mais alors ils se foutent de nous, une grève générale sans perspective politique et nous revoilà partis comme en 36 ou en 68, quarante ans de bonheur sous régime capitaliste, quelle peste !

M - Je le crains fortement.

L - Une grève générale n'a jamais rien changé fondamentalement.

M- Assurément.

L- Ne m'en dites pas davantage, j'en ai suffisamment entendu comme cela pour aujourd'hui, vous allez me briser le moral.

M- Ce n'était pas mon intention je vous assure, pour me faire pardonner je pourrais vous glisser à l'oreille un petit extrait de *Que faire ?* de Lénine.

L- Excellente idée.

« Les concessions (ou pseudo-concessions) "économiques" sont évidemment les moins chères et les plus avantageuses pour le gouvernement, car il espère par là gagner la confiance des masses ouvrières. Mais c'est précisément pourquoi nous, social-démocrates, ne devons en aucune façon et en rien donner lieu à cette opinion (ou à ce malentendu) que les réformes économiques nous tiennent le plus à cœur et que nous les considérons comme les plus importantes, etc. »

L - Si j'ai bien compris, il a dit exactement le contraire que vos amis.

M - N'exagérons rien, mais vous avez raison.

Dernières minutes.

Je viens d'apprendre par une dépêche (Reuters 14.12) que la CGT allait proposer une journée de grève générale en janvier et que les dirigeants syndicaux devaient se rencontrer ce lundi 15 décembre pour en discuter.

Il s'agirait d'une journée de grève interprofessionnelle début janvier 2009. Nous sommes déjà le 15 décembre, si c'était confirmé, cela voudrait dire qu'on n'aurait pas le temps de la préparer, c'est peut-être le but de la manœuvre.

Bernard Thibault a dit dimanche l'occasion du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro : « *La situation est gravissime (...)* Il y a urgence » et de préciser : « *La CGT va proposer de préparer une journée de mobilisation de toutes les professions début janvier qui comportera des grèves et des manifestations.* », ce n'est donc plus pareil, ce sont des plaisantins ces journalistes, une « *journée de mobilisation* » avec « *des grèves* », ce n'est pas une grève générale !

« *Il y en a marre de voir des entreprises fermer alors que rien ne justifie qu'elles réduisent la voilure dans la mesure où elles le font* », a-t-il ajouté, prenant l'exemple de l'industrie automobile.

« *Réduire la voilure* », cela veut dire réduire l'effectif des entreprises, autrement dit licencier un certain nombre de travailleurs, si vous lisez attentivement il n'y est pas opposé sur le principe, à condition que ces licenciements demeurent dans une « *mesure* » acceptable !

Montebourg (PS) a cru bon de la ramener dimanche sur France Inter : « *La France est une cocotte minute et il est tout à fait possible que les tensions sociales explosent. Le sarkozisme n'est pas viable sur le long terme* », mais le capitalisme si !

L'élection de Martine Aubry à la direction du PS, puis la nomination de Benoît Hamon sensé représenter l'aile gauche de ce parti comme porte-parole du PS, n'est pas le fruit du hasard. Il est à la fois le produit de la radicalisation en cours des masses et la preuve que le PS est en train de se mettre en ordre de bataille pour affronter dans les meilleures conditions l'explosion sociale qui s'annonce, afin de tenter une énième fois d'apparaître comme un parti ouvrier ou tout du moins un parti de « gauche » pour contenir la pousser des masses et jouer pleinement son rôle au côté du capitalisme.

A l'UMP comme au PS, ils mesurent parfaitement les dangers de la situation actuelle pour le régime, Montebourg a d'ailleurs précisé que ces journées de mobilisation nationale correspondaient à une situation « *d'explosion* », ce que les uns craignent par dessus tout, au point que Thibault et ses complices vont monter en première ligne pour tenter de désamorcer la bombe à retardement allumée par la dernière crise du capitalisme.

Nous reviendrons sur la question de la grève générale, car cela demande un développement, on ne peut pas aborder cette question en quelques lignes. On peut quand même dire que, si une grève générale était envisagée sérieusement (cela ne veut pas dire que ceux qui en seraient à l'initiative seraient sérieux, ne confondons pas !), il faudrait essayer de la préparer pour qu'elle soit un succès, ce serait l'affaire de tous les syndicats, partis et formations politiques, la totalité des militants dans l'unité, sauf le PS qui combat déjà au côté de Sarkozy et Fillon au gouvernement.

Un petit supplément parce que vous avez bien suivi.

Page 9 du n° 26 d'*Informations ouvrières*, dans une soi-disant « *correspondance* » dans laquelle vous reconnaîtrez à la virgule près la phraséologie des dirigeants du POI, il ne faudrait pas nous prendre pour des abrutis :

« Comme des millions de travailleurs, je cherche un parti qui permette de s'organiser, de transformer l'exaspération qui monte partout en un véritable combat politique pour la défense des services publics, des acquis sociaux, du pouvoir d'achat, des libertés publiques, tous gravement menacés aujourd'hui. »

Voilà une conception du combat politique plutôt étroite et fort incomplète. Mais l'on conçoit que cela soit celle du POI pour satisfaire, ses démocrates, ses républicains et ses syndicalistes.

Le contenu du combat politique ne se limite pas au combat pour la satisfaction de revendications immédiates ou partielles, cela s'appelle du trade-unionisme ou coller au mouvement spontané des masses, d'autre part cela ne consiste pas à se substituer aux syndicats, car dans ce cas-là ce n'est pas un parti que l'on construit mais autre chose, il faut le préciser.

Le trade-unionisme, c'est l'idéologie bourgeoise véhiculée au sein du mouvement ouvrier dont l'objectif est l'obtention de réformes successives dans le cadre de l'Etat bourgeois, afin un jour lointain et indéterminé, c'est-à-dire jamais en réalité, d'instaurer le socialisme.

Le trade-unionisme n'inscrit pas son combat dans la perspective d'en finir avec le gouvernement et les institutions, d'abattre l'Etat bourgeois, il se contente de gérer le capitalisme en prônant une meilleure répartition de la plus-value ou des richesses dans le cadre du régime en place. C'est la politique du POI.

Épilogue.

En guise d'épilogue, quelques extraits de *Que faire ?* sur le sujet qui vient d'être abordé.

Vous noterez que, bien avant que les conditions soient réunies pour envisager le renversement du tsar, Lénine posait directement cette question et en avait fait l'axe de son combat politique et qui allait devenir

celui des bolcheviks, puis du parti du même nom. Certes, nous ne sommes plus en 1895, nous ne sommes plus en 1902, nous ne sommes plus en février 1917, mais nous sommes toujours à l'époque de *l'impérialisme stade suprême du capitalisme*, et il y a des questions qui se posent et se poseront toujours dans les mêmes termes qu'on le veuille ou non.

« Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc »

(Nous vérifions ici que la définition du trade-unionisme colle exactement à la politique du POI.)

« Critiquant l'activité des social-démocrates des dernières années du XIX^e siècle, l'Iskra ne tient pas compte de l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications". Ainsi parlent les économistes dans leur Lettre aux organes social-démocrates russes (Iskra, n°12). Mais les faits cités dans le texte prouvent que cette affirmation sur "l'absence de conditions" est diamétralement opposée à la vérité. Non seulement vers 1900, mais aussi vers 1895, toutes les conditions étaient réunies pour permettre un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications, toutes, sauf une préparation suffisante des dirigeants. Et voilà qu'au lieu de reconnaître ouvertement ce défaut de préparation chez nous, idéologues, dirigeants, les "économistes" veulent rejeter toute la faute sur l'"absence de conditions", sur l'influence du milieu matériel déterminant la voie dont aucun idéologue ne saurait faire dévier le mouvement. Qu'est-ce là, sinon une soumission servile au spontané, l'admiration des "idéologues" pour leurs propres défauts ? »

(Le parti n'est pas seulement à la traîne des masses, il est à la traîne des tâches historiques que le prolétariat a à accomplir parce qu'il ne les a pas assimilées.)

« L'expérience révolutionnaire et l'habileté organisatrice sont choses qui s'acquièrent. Il suffit qu'on veuille développer en soi les qualités nécessaires ! Il suffit qu'on prenne conscience de ses défauts, ce qui, en matière révolutionnaire, est plus que corriger à moitié !

Mais le demi-mal devint un mal véritable quand cette conscience commença à s'obscurcir (elle était pourtant très vive chez les militants des groupes mentionnés plus haut), quand apparurent des gens - et même des organes social-démocrates - prêts à ériger les défauts en vertus et tentant même de justifier théoriquement leur soumission servile au spontané, leur culte du spontané. »

(Pour ce qui nous concerne : une conscience obscurcie depuis plus d'un demi-siècle ou comment nos dirigeants ont transformé les erreurs d'hier en vertus.)

« Que le mouvement de masse soit un phénomène très important, cela est hors de discussion. Mais toute la question est de savoir comment comprendre la "détermination des tâches" par ce mouvement de masse. Elle peut être comprise de deux façons : ou bien l'on s'incline devant la spontanéité de ce mouvement, c'est-à-dire que l'on ramène le rôle de la social-démocratie à celui de simple servante du mouvement ouvrier comme tel (ainsi l'entendent la Rabotchaïa Mysl, le "Groupe de l'autolibération" et les autres économistes) ou bien l'on admet que le mouvement de masse nous impose de nouvelles tâches théoriques, politiques et d'organisation, beaucoup plus compliquées que celles dont on pouvait se contenter avant l'apparition du mouvement de masse. Le Rabotchéïé Diélo a toujours penché et penche pour la première interprétation; il n'a jamais parlé avec précision de nouvelles tâches, et il a toujours raisonné comme si ce "mouvement de masse" nous débarrassait de la nécessité de concevoir nettement et d'accomplir les tâches qu'il impose. Il suffira d'indiquer que le Rabotchéïé Diélo a jugé impossible d'assigner comme première tâche au mouvement ouvrier de masse le renversement de l'autocratie, tâche qu'il a abaissée (au nom du mouvement de masse) au niveau de la lutte pour les revendications politiques immédiates ("Réponse", p. 25). »

« (...) est désirable la lutte qui est possible ; est possible celle qui se livre au moment présent. C'est là précisément la tendance de l'opportunisme illimité, qui s'adapte passivement à la spontanéité. »

« De ce que les intérêts économiques jouent un rôle décisif, il ne s'ensuit nullement que la lutte économique (= professionnelle) soit d'un intérêt primordial, car les intérêts les plus essentiels, "décisifs", des classes ne peuvent être satisfaits, en général, que par des transformations politiques radicales, en particulier, l'intérêt

économique capital du prolétariat ne peut être satisfait que par une révolution politique remplaçant la dictature de la bourgeoisie par celle du prolétariat. »

(Oui mais voilà, les dirigeants du mouvement ouvrier ont inversé les rôles depuis les années 30, en abandonnant le combat pour une transformation politique radicale de la société au profit des seules luttes économiques accompagnant le développement du capitalisme dans le monde, ils ont réussi à faire en sorte que les concessions économiques de la bourgeoisie et les acquis économiques qui ont été directement le produit de la lutte de classe, passent au premier plan, reléguant le combat politique pour la prise du pouvoir aux oubliettes.

Ils ont réussi à subordonner le prolétariat et son combat à l'existence du capitalisme, en faisant croire aux travailleurs qu'ils lui devaient l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Ils ont également réussi à faire croire aux travailleurs qu'ils auraient quelque chose à perdre si le capitalisme s'écroulait, d'où la nécessité de lui faire des concessions et d'accepter la remise en cause de tous nos droits ou acquis sociaux, c'est la politique que s'appliquent à mettre en oeuvre jour après jour les dirigeants syndicaux et les partis qui sont sur la même ligne. Mais il arrivera forcément un moment où ces remises en cause tendront à bouleverser les conditions de travail et d'existence de la majorité de la population au point de les rendre insupportables, ce qui est en train d'arriver aujourd'hui précisément avec la nouvelle crise du capitalisme, et là rien ne dit que les travailleurs accepteront davantage de sacrifices et ne chercheront pas les moyens politiques d'inverser cette tendance.

Une fois ce constat établi, il faut partir de la réalité telle qu'elle s'impose à nous, défendre tous nos acquis mais sans qu'ils continuent d'aveugler le prolétariat, sans qu'ils soient une fin en soi, pour cela, le seul moyen est de remettre sur ses pieds le combat du mouvement ouvrier qui marche depuis si longtemps sur la tête, situer résolument notre combat politique dans la perspective d'abattre le régime et ses institutions, en réalité si le front unique a une raison d'être, cela devrait être celle-ci et pas autre chose.

Compte tenu de nos forces (organisées dans les partis ouvriers), en dehors de quelques victoires partielles, il est évident qu'il ne faut pas s'attendre à pouvoir sauver grand chose dans un premier temps, ce qui sera certes dramatiques et malheureusement inévitable pour des pans entiers du prolétariat, mais en même temps si nous sommes capables de proposer aux travailleurs une issue politique à la crise, nous pourrions profiter de la radicalisation des masses sur le plan politique pour les organiser et construire le parti, objectif qui je le rappelle doit demeurer impérativement notre priorité dans la situation actuelle.

Cette ligne politique d'intervention dans la lutte des classes s'inscrit en totale contradiction avec celle développée par le POI ou la LCR.)

« Mais quel est le rôle de la social-démocratie, si ce n'est d'être "l'esprit" qui non seulement plane au-dessus du mouvement spontané, mais élève ce dernier jusqu'à "son programme" ? Ce n'est pourtant pas de se traîner à la queue du mouvement : chose inutile dans le meilleur des cas, et, dans le pire, extrêmement nuisible pour le mouvement. »

(En faisant des revendications immédiates l'objectif en soi à atteindre, on se place soi-même à la « queue » du mouvement.)

« La question se pose : en quoi donc doit consister l'éducation politique ? Peut-on se borner à propager l'idée que la classe ouvrière est hostile à l'autocratie ? Certes, non. Il ne suffit pas d'éclairer les ouvriers sur leur oppression politique (comme il ne suffisait pas de les éclairer sur l'opposition de leurs intérêts à ceux du patronat). Il faut faire de l'agitation à propos de chaque manifestation concrète de cette oppression (comme nous l'avons fait pour les manifestations concrètes de l'oppression économique). Or, comme cette oppression s'exerce sur les classes les plus diverses de la société, se manifeste dans les domaines les plus divers de la vie et de l'activité professionnelle, civile, privée, familiale, religieuse, scientifique etc., etc., n'est-il pas évident que nous n'accomplirons pas notre tâche qui est de développer la conscience politique des ouvriers, si nous ne nous chargeons pas d'organiser une vaste campagne politique de dénonciation de l'autocratie ? En effet, pour faire de l'agitation au sujet des manifestations concrètes d'oppression, il faut dénoncer ces manifestations (de même que pour mener l'agitation économique, il fallait dénoncer les abus commis dans les usines).

C'est clair, je pense. Mais il s'avère justement que la nécessité de développer dans tous les sens la conscience politique n'est reconnue "de tous" qu'en paroles. »

(On croirait ces lignes écrites spécialement pour nos dirigeants ! Il faut participer à toutes les manifestations appelées par les uns ou les autres, sur nos propres mot d'ordre et sous notre propre drapeau, dirigés contre le capitalisme, contre le gouvernement et les institutions.

Comment se fait-il qu'il y ait des manifestations contre le chômage, contre la politique du logement du gouvernement, etc., qui ne regroupent qu'une poignée de militants d'horizons divers ? Là encore, remettons les pendules à l'heure, aucun parti n'est en mesure de s'imposer sur le terrain face aux autres, alors les histoires du genre : on ne s'est pas mis d'accord sur les mots d'ordre, etc., relève de la mauvaise foi ou du pure sectarisme ou encore du dilettantisme, rien n'a finalement changé malgré la soi-disant « ouverture » des partis ouvriers ! Comme quoi encore une fois c'était totalement inutile !)

« Est-il vrai que la lutte économique soit en général "le moyen le plus largement applicable" pour entraîner les masses dans la lutte politique ? C'est absolument faux. Toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, de l'oppression policière et de l'arbitraire absolutiste, et non pas seulement celles qui sont liées à la lutte économique, sont un moyen non moins "largement applicable" pour un pareil "entraînement". »

« Pourquoi alors restreindre à l'avance l'envergure de l'agitation politique en ne proclamant "le plus largement applicable", qu'un seul moyen à côté duquel, pour le social-démocrate, il devrait y en avoir d'autres qui, d'une façon générale, ne sont pas moins "largement applicables" ? »

« N'aurait-il pas été plus logique de dire ici encore qu'il faut soutenir une lutte économique aussi large que possible; qu'il faut toujours l'utiliser aux fins d'agitation politique mais qu'il "n'est nul besoin" de considérer la lutte économique comme le moyen le plus largement applicable pour entraîner la masse à la lutte politique active ? »

« La lutte économique est la lutte collective des ouvriers contre le patronat, pour vendre avantageusement leur force de travail, pour améliorer leurs conditions de travail et d'existence. Cette lutte est nécessairement une lutte professionnelle parce que les conditions de travail sont extrêmement variées selon les professions et, partant, la lutte pour l'amélioration de ces conditions doit forcément être menée par profession (par les syndicats en Occident, par les unions professionnelles provisoires et au moyen de feuilles volantes en Russie, etc.). Donner "à la lutte économique elle-même un caractère politique", c'est donc chercher à faire aboutir les mêmes revendications professionnelles, à améliorer les conditions de travail dans chaque profession, par des "mesures législatives et administratives" (comme s'exprime Martynov à la page suivante, page 43 de son article). C'est précisément ce que font et ont toujours fait tous les syndicats ouvriers. Lisez l'ouvrage de savants sérieux (et d'opportunistes "sérieux") comme les époux Webb, et vous verrez que depuis longtemps les syndicats ouvriers d'Angleterre ont compris et accomplissent la tâche qui est de "donner à la lutte économique elle-même un caractère politique"; que depuis longtemps ils luttent pour la liberté de grève, la suppression des obstacles juridiques de tout genre et de tout ordre au mouvement coopératif et syndical, la promulgation de lois pour la protection de la femme et de l'enfant, l'amélioration des conditions du travail par une législation sanitaire, industrielle, etc.

Ainsi donc, sous son aspect "terriblement" profond et révolutionnaire, la phrase pompeuse : "Donner à la lutte économique elle-même un caractère politique" dissimule en réalité la tendance traditionnelle à rabaisser la politique social-démocrate au niveau de la politique trade-unioniste ! »

(Entre nous, soutenir le Labour Party, c'est soutenir le trade-unionisme qui date de la fin du XIXe siècle, cela ne date pas d'hier, donc aucune excuse possible.)

« La social-démocratie révolutionnaire a toujours compris et comprend toujours dans son activité la lutte pour les réformes. Mais elle use de l'agitation "économique" non seulement pour exiger du gouvernement des mesures de toutes sortes, mais aussi (et surtout) pour exiger de lui qu'il cesse d'être un gouvernement autocratique. En outre, elle croit devoir présenter au gouvernement cette revendication non seulement sur le terrain de la lutte économique, mais aussi sur le terrain de toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, de la vie politique et sociale. En un mot, elle subordonne la lutte pour les réformes, comme la partie au tout, à la lutte révolutionnaire pour la liberté et le socialisme. »

(Les deux sont intimement liés ou indissociables, ceux qui réalisent une dichotomie ici, soit versent dans le gauchisme, soit se transforment en vulgaires trade-unionistes.)

« Les concessions (ou pseudo-concessions) "économiques" sont évidemment les moins chères et les plus avantageuses pour le gouvernement, car il espère par là gagner la confiance des masses ouvrières. Mais

c'est précisément pourquoi nous, social-démocrates, ne devons en aucune façon et en rien donner lieu à cette opinion (ou à ce malentendu) que les réformes économiques nous tiennent le plus à cœur et que nous les considérons comme les plus importantes, etc. »

(On aura du mal à nous faire avaler le contraire.)

Bien que je partage l'avis des militants qui ne sont pas fanatiques des citations, j'essaie de faire plaisir à tout le monde.)